

Santé maternelle et infantile (SMI)

Valider, adopter et adapter les recommandations de l'OMS

Cadette ONDO EYI
Libreville/Gabon

C'est le but poursuivi par l'atelier de deux jours ouvert, hier, à Libreville, à l'initiative de la Direction nationale de la santé maternelle et infantile (DNSMI), en partenariat avec l'OMS et l'Unicef.

LA direction nationale de la santé maternelle et infantile (DNSMI) organise, depuis hier, à Libreville, en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), un atelier de consensus national sur les recommandations de l'OMS en matière de consultation prénatale prises en 2016. Lesquelles



Photo : COE

Les experts au premier jour des travaux...

entrent dans le cadre de la réduction de la mortalité maternelle et néonatale et concernent les soins prénatals à proprement dit. Il faut savoir que durant la même année 2016, l'OMS avait organisé un atelier régional de dissémination de directives

pour des nouveaux guides, pour le traitement des IST et les soins prénatals. L'objectif de cet atelier de deux jours est donc d'adopter et adapter ces recommandations au niveau local, selon le contexte national. Et de les présenter, ainsi que le



Photo : COE

... et profitant d'une pause pour immortaliser la rencontre.

calendrier des consultations prénatales, aux différents experts. Les travaux, qui prennent fin ce jeudi, vont permettre à toutes les parties prenantes de pouvoir statuer sur la question. « L'OMS a publié en 2016 les recommandations concer-

nant les soins prénatals pour que la grossesse soit vécue comme une expérience positive, qu'elle ne soit pas traumatisante, (...) que son issue soit agréable », a expliqué Dr Jonasse Solange Antimi Ndembi, directeur national de la DNSMI.

Et Olga Mavoungou épouse Boukoyi Mabiala, présidente nationale de l'association des sages-femmes du Gabon de préciser: « il s'agit donc pour nos experts de valider, adopter et adapter ces recommandations. Ils vont également réfléchir sur la nécessité de passer de 4 visites, appelées désormais contacts, à 8, en fonction de notre contexte, des différents prestataires, des structures et de l'offre des structures. Ils vont voir comment proposer quelque chose qui tienne la route, qui soit simple et mesurable dans le temps. C'est un moment qu'on a tant souhaité, un moment bénéfique pour nous les sages-femmes et aussi pour la femme en général, parce que la première personne avec laquelle elle est en contact au cours d'une consultation prénatale c'est la sage-femme. »

Maternité/Gratuité d'accouchements au sein des structures hospitalières publiques
Quatorze mille quatre accouchements gratuits au compteur

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

C'est le nombre total de naissances enregistrées à l'échelle nationale depuis mars, date de lancement de cette mesure présidentielle d'une portée sociale considérable.

LA tournée du ministre d'État en charge de la Santé, Denise Mekam'ne Edzidzi Taty, accompagnée de la représentante de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) Dr Ghislaine Conombo Kafando S., mardi dernier, à travers les trois communes (Libreville, Owendo et Akanda) de la capitale et sa périphérie a permis de renforcer les structures sanitaires en kits d'accouchement. Et de révé-



Photo : R.H.A

Pour plus d'accouchements, le ministre d'Etat en charge de la Santé a invité les responsables de structures sanitaires...

ler qu'aujourd'hui, un total de 14 004 accouchements gratuits ont été réalisés sur toute l'étendue du territoire national. Car depuis mars dernier, date du lancement de cette mesure initiée par le chef de l'État Ali Bongo Ondimba, les établissements sanitaires de l'ensemble du pays accueillent les parturientes et s'attendent à mettre en application cette mesure sociale.

Au nombre des parturientes reçues, figurent des assurées de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs), des expatriées, des mineurs et les non-assurées. Les 14 004 naissances concernent uniquement les femmes assurées Cnamgs et majeures. Une offre sociale qui soulage, à n'en point douter, les populations économiquement faibles. Pour y parve-



Photo : R.H.A

...à une meilleure gestion des kits qui leur ont été remis.

nir, des efforts considérables sont consentis de la part du gouvernement. Le ministre d'Etat Mekam'ne Edzidzi Taty a profité de cette tournée pour établir le lien entre les avantages de la décision relative à la réduction du train de vie de l'État et la disponibilité des kits d'accouchement devant accompagner ladite mesure. « La gratuité a un coût. Avec la décision

qui a été prise sur la réduction du train de vie de l'État, les économies qui vont être réalisées vont permettre de renforcer cette activité qui est d'ailleurs énorme. De structure en structure, il va donc falloir trouver des financements pour renforcer cette mesure de gratuité », a expliqué le membre du gouvernement. Elle a par ailleurs invité les

Centres hospitaliers universitaires (CHU) à soutenir les centres de santé dans la prise en charge des patientes. « C'est une exigence du Premier ministre. Il faut que les CHU participent à l'opérationnalisation des départements sanitaires dans la formation du personnel, dans la prise en charge », a-t-elle exhorté, citant le cas du centre de santé communautaire d'Owendo, qui est soutenu par le CHUO. « Nous sommes ici dans un centre qui est accompagné par le CHUO. Quand ce centre a des grossesses pathologiques, il se réfère au CHUO. Et quand le CHUO a des accouchements qui peuvent se dérouler sans difficulté, sont envoyées ici. C'est donc un exemple de collaboration qui doit être suivi », a recommandé le ministre d'État en charge de la Santé.

Médias/Assemblée générale du Syprocom, hier à la Maison Georges Rawiri
" Grève illimitée " avec service minimum

H.N.M
Libreville/ Gabon

LE Syndicat des professionnels de la communication (Syprocom) a décidé de lancer, hier, au cours d'une assemblée générale tenue au hall de la Maison Georges Rawiri, un mouvement de "grève illimitée" à Gabon Télévisions et Radio-Gabon avec "effet immédiat". Un service minimum sera toutefois assuré pendant cette période. Cette décision fait suite à une rencontre, la veille, avec le ministre d'État, ministre de la Communication, Guy-Bertrand Ma-



Photo : H.N.M

Le vice-président du Syprocom, Edgard Nziembi Doukaga, s'adressant ...

pangou. Au cours de laquelle, il avait appelé les membres du syndicat "au redressement de la barque qui est en train de prendre de l'eau". Tout en invitant les agents à rendre attractive et professionnelle

leur offre de service au public. Durant l'AG, les agents du groupe Gabon-Télévisions et de Radio-Gabon ont, une fois de plus, passé au peigne fin les maux qui minent le sec-



Photo : H.N.M

...aux agents présents hier à la Maison Georges Rawiri.

teur de l'audiovisuel. Ils ont notamment dénoncé le non-paiement de plusieurs mois des frais de production, la prime de rendement, la redevance audiovisuelle et cinématographique et l'applica-

tion du statut particulier de la communication. Le vice-président dudit Syprocom, Edgar Nziembi Doukaga, a déclaré: "il n'est plus question de travailler dans ces conditions, car nous ne travaillons pas

comme les autres fonctionnaires". Ce service minimum, a-t-il ajouté, "va observer la diffusion d'un journal télévisé et parlé d'une durée de cinq minutes par jour ne comprenant que les activités du chef de l'Etat". Au cours de ce rassemblement, les syndicalistes ont fustigé le laxisme de la tutelle envers les dirigeants de ces deux médias qui, pour eux, sont les responsables de cette situation. "Nous demandons l'application effective des textes réglementaires qui définissent le bon fonctionnement de ces deux médias afin de faire évoluer les choses", a renchéri un syndicaliste.